

# Plan de préparation pour l'aide alimentaire d'urgence en cas d'une deuxième vague de la COVID-19 à Montréal

Préparé par l'équipe de coordination du Conseil du système alimentaire montréalais

Octobre 2020, Montréal



## L'insécurité alimentaire pendant la pandémie:

*« À force de parler avec les gens, j'ai encore peur : s'il y a encore une espèce de confinement comme ça, moi je deviens folle. Je suis allée une fois à l'épicerie avec le pont, oublie ça. Je me vois déjà à -40, grelottant, pas capable de me tenir debout. Ça devenait une insécurité (...) il y a tu une lumière à ça ou ça va être comme ça pendant 2-3 ans? »*

- Brigitte D.

*« (Avant, à la banque alimentaire) oui, tu pouvais dire : 'Ça je ne veux pas, ça je veux'. Maintenant, c'est interdit. C'est prêt à emporter : prends et va-t'en. Pour ne pas avoir de contagion. Ils sont généreux, mais il ne faut rien laisser, pour ne pas avoir de problèmes avec la personne suivante. (...) Pas le droit de rien laisser, c'est pour ça que je n'arrive pas à consommer le sac de moutarde. »*

- Sallah F.

*« À cause de la COVID j'ai perdu les liens avec les organismes communautaires, avant j'avais des liens. Ils étaient fermés et je n'étais jamais allé chercher quoi que ce soit dans les banques alimentaires, j'avais l'argent pour faire l'épicerie. Je ne faisais pas de cuisine, donc quand la COVID est arrivée, ça a été dur. (...) Moi j'ai reçu un appel automatique une fois, mais je pense que c'était à cause de mon âge. Un robot. Pesez sur 1, sur 2... »*

- Pierre C.

*« L'intervenante de milieu (la travailleuse sociale N...) m'a dit que j'avais la possibilité de recevoir (de l'organisme communautaire). J'ai accepté, j'ai appelé et eux ils livrent de l'excellente cuisine, de la cuisine fine, ils livraient environ 10 repas par semaine. Les portions n'étaient pas gigantesques, mais on en avait juste assez. Depuis quelques temps, on a commencé à payer, ils ont épuisé la subvention. Cette semaine, c'était la dernière livraison. (...) Moi j'en ai bénéficié beaucoup mais pour les gens qui n'ont pas la chance d'avoir un logement social (moi ça me favorise énormément, et ça me gênait un peu), ça ne doit pas être facile de se nourrir avec la pandémie qui continue. »*

- Frédéric M.

Citations recueillies lors d'une rencontre avec des personnes en situation d'insécurité alimentaire organisée avec l'organisme ATD Quart Monde, le 21 août 2020.

## Table des matières

INTRODUCTION .....	4
CONTEXTE, BUT, OBJECTIFS ET LIMITES .....	6
MÉTHODOLOGIE.....	7
ÉLÉMENTS DE RISQUE .....	8
CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS .....	10
SURVOL DES CONSTATS PAR MILIEU.....	11
a) PERSONNES VULNÉRABLES ET ISOLÉES.....	11
b) ORGANISMES COMMUNAUTAIRES .....	12
c) MILIEU SCOLAIRE.....	17
d) SPÉCIFICITÉS DES QUARTIERS MONTRÉALAIS.....	18
RECOMMANDATIONS POUR LA CELLULE RÉGIONALE .....	20
a) MANDAT, STRUCTURE ET COMPOSITION .....	20
A) COMMUNICATIONS.....	20
B) SOUTIEN FINANCIER.....	21
C) LOGISTIQUE ET ARRIMAGES.....	21
RECOMMANDATIONS POUR LES ACTEURS LOCAUX.....	23
ANNEXE 1. SURVOL DE LA COLLECTE D'INFORMATIONS AU SUJET DES EXPÉRIENCES VÉCUES PAR LES INSTANCES DE COORDINATION LOCALES EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE .....	24

## INTRODUCTION

Le Système alimentaire montréalais (SAM) est un réseau régional de plus de 200 partenaires en alimentation. En 2018, Montréal s'est dotée d'un premier conseil de politiques alimentaires, le Conseil du système alimentaire montréalais (Conseil SAM). La coordination du SAM est assurée par l'équipe de Montréal – Métropole en santé, la Table Intersectorielle sur les saines habitudes de vie (TIR-SHV) pour la région de Montréal.

Au printemps 2020, le système alimentaire montréalais s'est vu fortement ébranlé par la COVID-19, les mesures sanitaires et les mesures de confinement. Dans ce contexte, la Ville de Montréal a interpellé des acteurs régionaux en lien avec l'aide alimentaire<sup>1</sup> afin de mettre en place une cellule d'urgence régionale pour l'aide alimentaire. L'objectif général de la cellule : « Arrimer les efforts des partenaires institutionnels, philanthropiques et communautaires afin d'assurer la prestation de services d'aide alimentaire d'urgence aux personnes les plus vulnérables sur le territoire de la ville de Montréal, le tout dans le respect des directives en matière de santé publique. »

En juin 2020, la cellule régionale a donné à l'équipe de coordination du Conseil SAM le mandat de faire un plan de préparation pour l'aide alimentaire en cas d'une deuxième vague. Un bilan de la crise initiale ainsi que des recommandations ont été partagées au début septembre 2020, alors que la deuxième vague commençait à surgir.

Il y a lieu de se rappeler que les problèmes d'insécurité alimentaire étaient présents avant la crise sanitaire en raison des facteurs de défavorisation d'une grande partie de la population. Même dans l'absence d'une deuxième vague, la crise économique continue à aggraver la précarité des personnes déjà vulnérables devant l'insécurité alimentaire. Pour cette raison, nous espérons que les pistes d'action proposées dans ce plan demeureront pertinentes en dehors du contexte de la pandémie.<sup>2</sup>

Évidemment, il n'a pas été possible de faire un portrait complet de l'impact de la COVID-19 sur tous les quartiers et tous les acteurs du réseau d'aide alimentaire en quelques mois. En plus des limites de temps, nous avons aussi été soucieuses de ne pas sur-solliciter les acteurs de terrain déjà en surcharge de travail et parfois, en épuisement psychologique face aux défis et risques liés à la COVID-19.

---

<sup>1</sup> Participants à la cellule régionale : Services de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville de Montréal, la Direction régionale de santé publique de Montréal, le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, Centraide du Grand Montréal, Moisson Montréal, le Club des petits déjeuners, la Coalition montréalaise des tables de quartier, le Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC), le Conseil du système alimentaire montréalais.

<sup>2</sup> Dans le contexte de la mise en œuvre du Plan d'action intégré 2020-2022 du Conseil SAM, nous allons continuer à créer des opportunités de partage de connaissances et de concertations entre les parties prenantes du réseau d'aide alimentaire.

Nous reconnaissons que le portrait que nous présentons dans ce plan est incomplet. Nous assumons toute erreur ou représentation inexacte et nous faisons appel à l'indulgence du lecteur.

Erika Salem

Anne Marie Aubert

Équipe de coordination du Conseil du système alimentaire montréalais

Montréal – Métropole en santé

## CONTEXTE, BUT, OBJECTIFS ET LIMITES

### **BUT**

Assurer une réponse coordonnée des acteurs clés de l'écosystème alimentaire afin de fournir de l'aide alimentaire suffisante, adéquate et nutritive aux personnes vulnérables dans le cas d'une deuxième vague du coronavirus à Montréal.

### **OBJECTIFS**

- Assurer le maintien des services actuels d'aide alimentaire
- Répondre aux besoins des personnes qui ne bénéficient pas des services actuels d'aide alimentaire
- Harmoniser nos actions avec la lutte collective contre la propagation du virus

### **LIMITES DU PROCESSUS**

Quelques précisions :

- Nous n'avons pas traité des enjeux en lien avec l'itinérance
- Nous n'avons pas traité des enjeux en lien avec le matériel sanitaire
- Nous n'avons pas traité d'alimentation dans les garderies, dans les institutions post-secondaires ou dans les établissements du réseau de la santé
- Certains acteurs n'ont pas encore été interpellés, faute de temps et de disponibilité
- Les résultats de plusieurs études et sondages pouvant apporter des précisions au bilan que nous avons dressé n'ont pas encore été publiés

## MÉTHODOLOGIE

Phase 1 : Collecte de données et formulation des recommandations (juin – août 2020)

- Rencontres avec les acteurs structurants régionaux (membres de la cellule et autres) ;
- Lecture des comptes-rendus de huit cellules locales et 2 CIUSSS; suivis avec les responsables de certaines cellules (arrondissements, CIUSSS, Tables de quartier) ;
- Groupe de discussion avec des personnes vivant de l'insécurité alimentaire, en collaboration avec ATD Quart Monde ;
- Rencontres avec quatre responsables de l'alimentation en milieu scolaire (CSMB, CSLB, CSDM, CSPI) ;
- Intégration des contributions de la Coalition montréalaise des tables de quartier
- Consultation des recommandations d'autres acteurs (Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal, Conseil SAM) ;
- Intégration des données des enquêtes de santé publique, sondages, 211, RADAR, etc.

Phase 2 : Validation auprès des acteurs du milieu (septembre 2020)

- Présentation des recommandations à la cellule de crise régionale le 8 septembre 2020
- Rencontre de validation avec les membres de la Table sur la faim et le développement social du Montréal Métropolitain le 14 septembre 2020
- Partage des recommandations et échanges avec les intervenants consultés lors de la collecte de données et la formulation des recommandations, ainsi que les membres du Conseil du système alimentaire montréalais

Phase 3 : Opérationnalisation (octobre 2020)

- Décision en faveur d'un mode de fonctionnement optimisé pour la cellule régionale
- Choix d'actions prioritaires à mettre en œuvre

## ÉLÉMENTS DE RISQUE

### Scénarios envisagés

Les recommandations de ce plan sont élaborées en fonction d'un scénario où la 2e vague ressemblerait plus ou moins à la situation actuelle, mais avec de nouvelles éclosions à Montréal qui susciteraient la fermeture d'une partie du territoire, incluant les écoles. Ceci semble être le scénario le plus probable, avec des impacts ressemblant à ce que nous avons déjà vu.

Nous avons aussi anticipé les éléments suivants :

- Les organismes se sont familiarisés avec les consignes sanitaires;
- Certains changements de pratique ont déjà été effectués, par exemple le renforcement de la chaîne de froid ainsi que des capacités de livraison;
- Les travailleurs du réseau sont épuisés et cela risque d'aggraver la pénurie de main d'œuvre;
- Les dons de denrées seront en baisse avec la reprise des activités HRI;
- Même sans de nouvelles éclosions, la fin de la PCU pourrait avoir en soi l'effet d'une « deuxième vague » pour l'insécurité alimentaire;
- Les températures hivernales vont rendre le déplacement en magasin plus difficile pour les personnes vulnérables, tout en ayant également un impact sur la livraison à domicile.

### Gestion des risques

Il y a plusieurs façons de gérer les risques. Dans le contexte de l'élaboration de ce document, nous nous sommes concentrés sur la préparation et l'intervention.

- Prévention. Comme l'insécurité alimentaire prend racine dans la défavorisation matérielle, la prévention peut se révéler difficile, car elle est liée à des enjeux structurels de pauvreté.

- Préparation. Avant d'être face à une crise, il est possible de se préparer. Collaborer en avance avec les acteurs concernés évite de perdre du temps à mettre en place les structures nécessaires lors de l'événement. De plus, chaque organisme peut se doter d'un plan de contingence.
- Intervention. En situation de crise, des interventions identifiées lors de la préparation doivent être mise en œuvre par les acteurs désignés et ce, avec le soutien des autres partenaires Les acteurs doivent maintenir une chaîne de commande pour déployer, suivre et adapter les interventions.

- Rétablissement. Après la crise, évaluer dans quelle mesure un retour à la normale est souhaité, quelles innovations devraient être maintenues, quelles nouvelles mesures doivent être prises pour éviter de se retrouver à nouveau en crise?

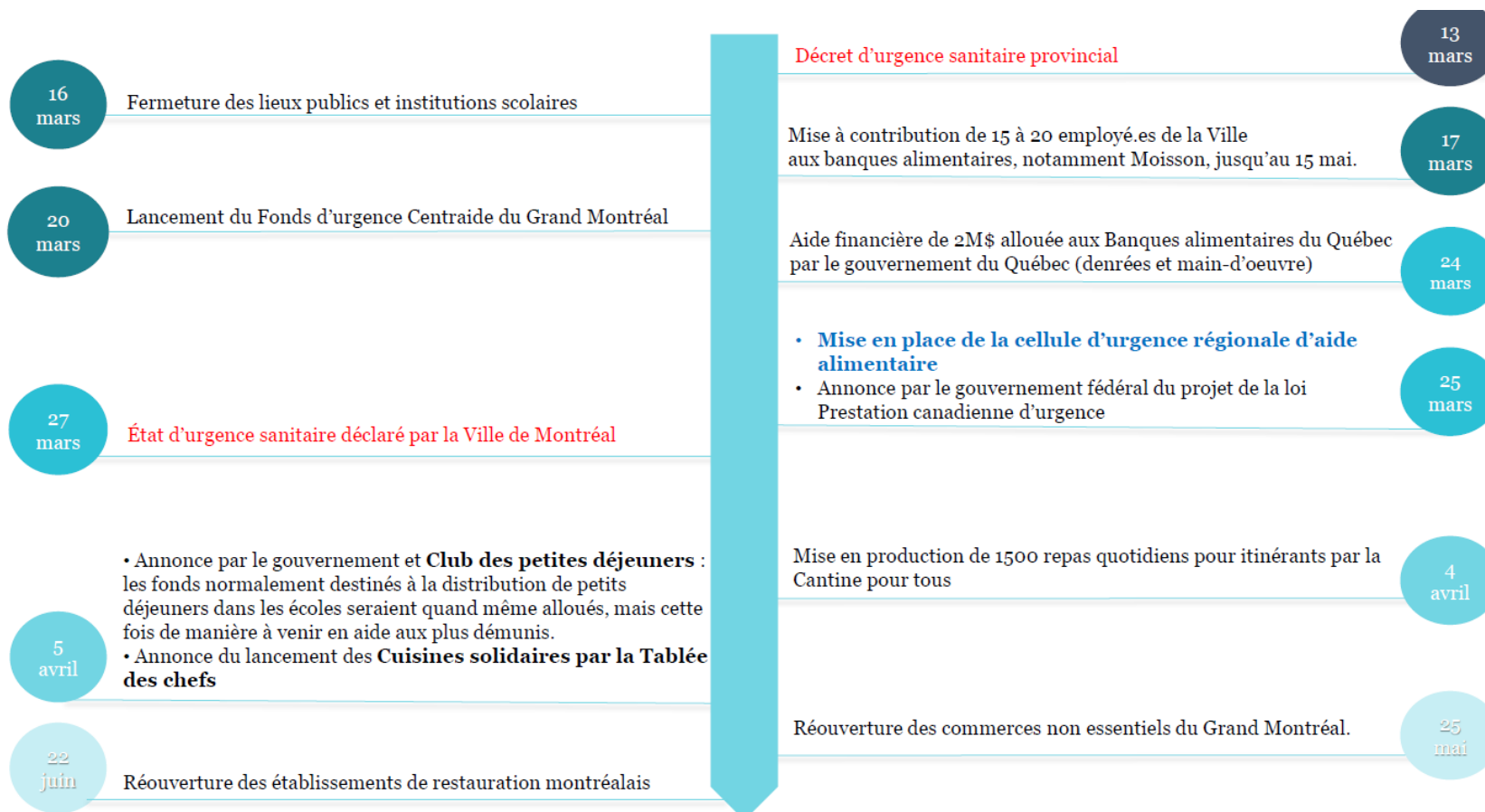


À l'avenir, le Conseil SAM va se pencher sur la résilience du système alimentaire dans une perspective plus large, pour inclure les aspects de prévention et de rétablissement, ainsi que l'anticipation d'autres crises possibles, qu'elles soient sanitaires, climatiques, économiques ou causées par des soulèvements de la population (telle que le blocus ferroviaire par les groupes autochtones en février-mars 2020 ou la grève au Port de Montréal en août 2020).<sup>3</sup>

---

<sup>3</sup> Un premier projet en ce sens est prévu dans le cadre du Plan d'action intégré du Conseil SAM 2020-2022, soit la *Démarche pour la résilience et une relance durable de notre système alimentaire*.

## CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS



## SURVOL DES CONSTATS PAR MILIEU

### a) PERSONNES VULNÉRABLES ET ISOLÉES

#### BILAN : PERSONNES VULNÉRABLES ET ISOLÉES

##### Taux élevé d'insécurité alimentaire

- 5% des Montréalais affirment avoir manqué de nourriture au sein de leur foyer (comparativement à 3% pour le reste du Québec et 3% des Montréalais avant la pandémie selon ESCC 2015-2016)<sup>4</sup>
- Hausse de 2% ou 41 058 personnes de plus

##### L'isolement

Le confinement et les restrictions de mobilité ont exacerbé l'isolement des personnes vulnérables, notamment chez les personnes à faible revenu parmi lesquelles les femmes, les personnes racisées et les personnes avec des limitations fonctionnelles sont surreprésentées.

Ces personnes peuvent faire face à des difficultés d'accès à l'information quant aux services d'aide disponibles, ainsi que des difficultés d'accès à ces mêmes services.

##### Prestation canadienne d'urgence (PCU)

En août 2020 à Montréal, un estimé de 432,000 personnes bénéficiaient de la Prestation canadienne d'urgence, selon le Centre canadien d'alternatives politiques.<sup>5</sup>

##### Hausse des prix

On observe une hausse du prix du panier à provision nutritif (1,85%) depuis avril, plus particulièrement au niveau du prix des légumes (6,55%) et de la viande (9,13%), selon le Dispensaire diététique de Montréal.

##### Changements observés dans les services d'aide alimentaire

- Perte de choix et d'approches préservant la dignité, dans certains cas;
- Absence des services complémentaires disponibles avant la pandémie, dans certains cas;
- Rupture de service;
- Davantage de livraisons et de repas préparés.

##### Facteurs aggravants pour accéder aux services d'aide alimentaire

- Avec la hausse de la demande globale, il devient plus difficile de cibler les plus vulnérables, soit les personnes qui vivent de l'insécurité alimentaire sévère;
- Une fois confrontées à une rupture de service, les personnes isolées ne sont pas averties de la reprise de ces services, dans certains cas.
- Pour les personnes confinées ou avec mobilité réduite, la capacité de livraison des épiceries est un enjeu. En début de pandémie, les épiceries avaient des délais pouvant aller jusqu'à 15 jours. Ces délais ont toutefois diminué au fur et à mesure que les épiceries ont renforcé leurs capacités.

<sup>4</sup> Sondage par Advanis-Jolicoeur, 2020.

<sup>5</sup> <https://behindthenumbers.ca/2020/09/15/transitioning-from-cerb-to-ei-could-leave-millions-worse-off/>

## **PRIORITÉS D'ACTION : PERSONNES VULNÉRABLES ET ISOLÉES**

- Déployer des efforts supplémentaires pour rejoindre les personnes les plus vulnérables qui vivent dans l'isolement:
  - Privilégier le porte-à-porte, dans le respect des consignes sanitaires;
  - Utiliser les services d'impression et de distribution des arrondissements afin de concevoir des dépliants d'informations sur les ressources d'aide alimentaire locales;
  - Évaluer l'efficacité des appels automatisés;
  - Favoriser le partage des listes de personnes vulnérables, en respectant les ententes de confidentialité de l'utilisation des données.
- Maintenir les services de livraison à domicile et de repas préparés
  - Fournir des repas en portions individuelles et des plats culturellement appropriés.
- Comme l'ont déjà fait certains organismes et écoles, distribuer des cartes-cadeaux pour utilisation dans les épiceries.
- Rediriger les appels au 211 vers des ressources locales, lorsqu'il y en a.
- Soutenir les organismes pour (ré)instaurer des pratiques qui favorisent le choix et la dignité
  - Dans les banques alimentaires, permettre de choisir ou de laisser certains aliments;
  - Reprise des activités de soutien et de développement social, dans le respect des consignes sanitaires

## **b) ORGANISMES COMMUNAUTAIRES**

### **BILAN : ORGANISMES COMMUNAUTAIRES**

#### **Choc initial**

Au début de la pandémie, un grand nombre d'organismes ont fermé leurs portes pour plusieurs raisons : crainte de contamination, absence/méconnaissance des consignes sanitaires, indisponibilité des travailleurs et des bénévoles.

#### **Reprise des services**

Avec la reprise des services, de nombreuses ressources se sont avérées nécessaires pour faire face à la nouvelle réalité:

- Ressources humaines
- Ressources financières
- Ressources d'informations
- Logistique et arrimages

#### **Ressources humaines**

##### **Disponibilité de la main d'œuvre**

Déjà avant la pandémie, les organismes communautaires faisaient face à une pénurie de main-d'œuvre. Durant la crise, cette situation a été aggravée par :

- L'absence des travailleurs pour obligations familiales (écoles et garderies fermées);

- L'absence des travailleurs contraints au confinement (personnes âgées, personnes vulnérables à cause de leur état de santé);
- Difficultés de recrutement liées à la peur de contracter le virus ou de se voir refuser la prestation canadienne d'urgence (PCU).

### **Disponibilité des bénévoles**

- Plusieurs bénévoles contraints au confinement;
- Frein au recrutement : peur de contracter de virus;
- Jebénévole.ca : Difficultés à intégrer de nouveaux bénévoles, faute de ressources, de formation et d'encadrement.

### **Décalage entre les capacités des travailleurs/bénévoles et les changements apportés aux services**

Exemple typique : quelqu'un qui accueillait normalement les gens dans une banque alimentaire, mais qui n'a pas de permis ou de véhicule pour faire des livraisons.

### **Épuisement du personnel**

La dégradation des conditions de travail liées aux consignes sanitaires, l'inquiétude liée à l'éloignement de la mission de base au profit des services d'urgence et la surcharge général du travail sont autant de facteurs contribuant à la détresse psychologique des travailleurs du milieu communautaire.

### **Bonification temporaire des salaires**

Dans certains cas, les organismes ont accordé des « primes COVID » depuis le début de la pandémie, à l'instar des épiceries. Cependant, beaucoup de ces primes ont déjà été arrêtées depuis le début du déconfinement.

### **Ressources financières**

#### **Fonds d'urgence octroyés aux organismes d'aide alimentaire : quelques chiffres<sup>6</sup>**

Centraide : 11 317 130\$

Fondation du Grand Montréal : 2 045 855\$

Club des petits déjeuners : 839 300 \$

Moisson Montréal : 2 588 850\$

#### **Demandes de financement**

Bien que les organismes aient apprécié l'allègement des processus, certains n'ont pas réussi à déposer leurs demandes dans les délais. Par exemple, un organisme ayant fait une demande à un bailleur de fonds, et en attendant la réponse, rate la date limite pour faire d'autres demandes à d'autres bailleurs de fonds. Si la demande initiale est refusée, l'organisme a échoué à trouver du financement. Les organismes qui n'ont pas l'habitude de faire ces demandes sont moins bien équipés pour dénicher du financement.

#### **Contraintes et redditions de compte**

Le RIOCM souligne la difficulté de faire la reddition de compte à court terme sur les fonds, alors qu'il serait plus aisé de s'en occuper à la fin de l'année financière.

---

<sup>6</sup> Ceci n'est pas une liste exhaustive des fonds d'urgence octroyés.

### **Craintes de la fin des fonds d'urgence**

Les organismes craignent la fin des fonds d'urgence, notamment ceux des arrondissements, alors que l'augmentation de l'offre des services pour répondre aux besoins est toujours nécessaire. À cela s'ajoute la crainte d'une augmentation des besoins en raison de la fin de la PCU.

### **Perceptions liées à l'octroi du financement**

Ne connaissant pas quels critères sont réellement utilisés par les bailleurs de fonds pour prendre des décisions pour l'octroi du financement, quelques perceptions négatives existent à cet égard :

- Que le nombre d'appels au 211 est utilisé comme un indicateur pesant lourd dans les décisions d'attribution territoriale des fonds;
- Que les bailleurs de fonds s'organisent pour ne pas financer les mêmes organismes, même quand les projets présentés sont distincts dans les différentes demandes;
- Qu'une partie disproportionnée du financement est octroyé aux organismes régionaux, au détriment des organismes locaux.

### **Ressources d'informations**

#### **Consignes et protocoles sanitaires**

Le partage des consignes sanitaires en lien avec la production et livraison de l'aide alimentaire a permis la poursuite et reprise des activités d'aide alimentaire. Les webinaires organisés par la Direction régionale de santé publique, auxquels de nombreux organismes ont participé, ont démontré le besoin qu'avaient les intervenants de bien comprendre les mesures à mettre en place et d'être rassurés quant à leur conformité.

#### **Informations sur les (nouvelles) ressources**

Les organismes recevaient de l'information sur les nouvelles ressources disponibles (fonds, repas, transport) d'une multitude de sources, selon les relations qu'ils avaient développées, par exemple, avec une concertation locale, une cellule de crise, l'arrondissement, le CIUSS, et/ou d'autres réseaux... Le bulletin de la cellule régionale était un bon outil pour rester à l'affût des nouvelles, mais certains groupes locaux ne le recevaient pas. Les webinaires lancés par le Pôle de recherche sur la justice alimentaire du Collège Dawson et repris par l'équipe de coordination du Conseil SAM étaient surtout fréquentés par des personnes à la recherche d'informations. Le RIOCM rapporte que les vidéoconférences sont bien plus appréciées que les appels-conférences.

#### **Cellules et silos**

Les quartiers où une concertation en alimentation est déjà établie, par le biais du projet PIC ou autre, avaient une plus grande facilité à partager de l'information et stimuler la communication entre les organismes et les autres acteurs locaux. Parfois, la cellule locale était basée dans une concertation existante, mais ce n'était pas toujours le cas. On pouvait voir certains silos se créer entre différentes concertations existantes et les cellules alimentaires, communautaires ou de l'arrondissement. Le flux de divulgation entre ces groupes a empêché le partage d'informations importantes, ou, minimalement, a engendré la perception que l'information n'était pas partagée de manière adéquate.

#### **Outils de partage**

Plusieurs quartiers ont utilisé des outils tels que Google Drive pour centraliser l'information. Par exemple, certains ont créés des tableaux avec la liste des organismes

en aide alimentaire ainsi que des détails sur les différents services offerts. Ces outils étaient peu ou pas partagés entre quartiers, alors qu'ils auraient pu être utiles pour les mises à jour du 211.

### **Identification et réponse aux personnes et familles dans le besoin**

Le référencement des nouvelles personnes qui demandent de l'aide alimentaire est un fardeau pour les organismes. Dans certains cas, par exemple chez La Corbeille Bordeaux-Cartierville, l'ajout de nouveaux bénéficiaires à leurs services d'aide alimentaire passait impérativement par un référencement issu de partenaires locaux du réseau de la santé.

Des organismes communautaires ont remarqué que certaines familles ne recevaient pas assez de denrées et devaient en chercher auprès de différents services afin de répondre à leurs besoins hebdomadaires. D'autres bénéficiaires sont perçus comme étant des « profiteurs du système » parce qu'ils vont chercher des denrées auprès de toutes les organisations locales, sans nécessairement démontrer avoir des besoins correspondant à l'aide dont ils bénéficient.

### **Logistique et arrimages**

#### **Accès aux denrées (dons)**

Moisson Montréal a distribué 2 523 994 kg de nourriture de plus en 2020, qu'à la même période l'an dernier (1 avril au 30 septembre).

Moisson Montréal est la source principale de denrées gratuites pour les organismes d'aide alimentaire de la ville. Entre mars et septembre 2020, Moisson Montréal a augmenté de 35% la quantité de denrées reçues pour 89 organismes. MM a aussi accéléré le processus d'accréditation pour permettre à un plus grand nombre d'organismes de recevoir les denrées (16 organismes nouvellement accrédités depuis le début de la pandémie).

Avec le déconfinement et la reprise des restaurants et autres services alimentaires, il peut y avoir une diminution dans les dons à MM, alors que les organismes continuent à chercher des quantités de denrées plus élevées qu'avant la pandémie. En revanche, on a pu noter un nombre de dons spontanés, fait par les cafétérias de certaines écoles ou des grossistes, à MM, à la Tablee des chefs ou aux organismes locaux. Quand il s'agit d'aliments frais, les organismes d'aide alimentaire n'ont pas toujours la capacité de les accepter, faute d'équipement de stockage ou de capacités de transformation (voir « espaces adaptés » et « chaîne de froid »).

#### **Accès aux denrées (achat)**

Selon un sondage chez les organismes ayant reçu des fonds d'urgence du Club des petits déjeuners, 63,6 % des fonds ont été utilisés pour acheter de la nourriture.

Plusieurs organismes achètent des aliments dans les épiceries : farine, huile, riz, etc. Quand il y a eu rupture des stocks dans les épiceries à cause des achats liés à la panique, les organismes ont été mal pris et devaient se débrouiller pour trouver d'autres vendeurs, notamment des grossistes. L'intérêt pour la mutualisation de ces achats a été exprimé par plusieurs organismes, que ce soit pour obtenir de meilleurs prix ou simplement pour gagner en efficacité quant au transport de ces denrées.

### **Espaces adaptés**

Plusieurs organismes ont dû relocaliser leurs activités pour habiter des lieux où la distanciation physique était possible et où ils seraient équipés de congélateurs. Ces déménagements ont été difficiles à organiser et plusieurs des solutions étaient de nature temporaire, soit à l'extérieur ou dans des endroits qui n'étaient disponibles qu'à court terme. Plusieurs organismes sont à la recherche de nouveaux espaces qui permettraient d'assurer une réponse à la hauteur de la demande actuelle, dans le respect des consignes sanitaires.

### **Chaîne de froid**

Le manque d'infrastructures de réfrigération et de congélation au sein des organismes communautaires était déjà rapporté dans des rapports pré-pandémie. Le fait de vouloir minimiser la fréquentation des lieux tout en augmentant l'offre en repas congelés a eu comme résultat de forcer les organismes à se doter de meilleures capacités à respecter la chaîne de froid, autant pour l'entreposage que pour la livraison.

### **Repas préparés**

La Cantine pour tous, réseau de traiteurs en économie sociale, a été grandement sollicité pendant la pandémie pour préparer et livrer des repas à de nouveaux points de chute, par exemple des centres pour itinérants, des HLM, etc. Cependant, plusieurs traiteurs qui fournissaient des repas en milieu scolaire ont perdu d'importants revenus. L'offre de repas de la Tablee des chefs a été perçue dans certains contextes comme une concurrence. La Tablee des chefs a fait face à des difficultés en tentant d'identifier comment faire la distribution des repas, en raison de la diversité des besoins des organismes et des clientèles. Ils ont adapté leur production pour se concentrer sur les repas congelés dans les portions individuelles, et revoient leurs recettes pour s'adapter aux habitudes alimentaires des bénéficiaires.

### **Transport et livraison**

La flotte de camions réfrigérés opérée par Bouffe-Action Rosemont a été grandement utilisée, mais l'organisation de ce service est à améliorer. Des organismes se partagent des véhicules, par exemple, pour aller chez Moisson Montréal, mais il y a lieu d'optimiser davantage le partage du transport. Des partenariats ont été établis avec des services de livraison comme Uber, mais les organismes n'ont pas été satisfaits de la mise en pratique du partenariat. Une partie importante des fonds d'urgence locaux ont été utilisés dans le remboursement des kilométrages réalisés pour les livraisons par des bénévoles.

Bien des organismes ne sont pas équipés d'un système informatique permettant de gérer le déploiement et le suivi des livraisons. L'organisme Le Dépôt NDG a fait développer un outil permettant d'optimiser le trajet d'une livraison à plusieurs adresses. Une plateforme permettant des commandes en ligne pour les repas livrés est en développement pour le compte de la Cantine pour tous.

### **Contenants, emballages et économie circulaire**

Avec l'augmentation des besoins alimentaires, notamment pour la production de repas, est venue l'augmentation des besoins en contenants et emballages, tant pour des repas congelés que des repas chauds. Un partenariat en économie circulaire a été établi par Synergie Montréal, entre le CRAC de Rosemont et une entreprise d'emballage qui avait d'importantes quantités d'emballages avec des erreurs d'impression. Ces emballages ont pu parfaitement répondre aux besoins du CRAC au lieu d'être envoyés aux rebuts.



## **PRIORITÉS D'ACTION**

*Les priorités d'actions recommandées en lien avec les organismes communautaires se trouvent dans la section des recommandations pour la cellule régionale.*

### **c) MILIEU SCOLAIRE**

#### **BILAN : MILIEU SCOLAIRE**

##### **Fermeture des écoles et interdiction d'accès aux cuisines**

Pour les commissions et centres de services scolaires (ci-après, « CS ») qui produisent les repas dans les cafétérias des écoles, la fermeture des écoles a eu comme effet de fermer ces lieux de production. Plusieurs opérateurs ont pu entrer uniquement pour chercher les aliments qui y étaient entreposés et en faire des dons.

##### **Disparités dans la continuité des services**

Certains CS et commissions scolaires ont été proactifs pour assurer une continuité (partielle) des services alimentaires, en particulier pour les élèves et familles vulnérables. Dans d'autres CS, l'approche s'est limitée à référer les familles vers des organismes communautaires.

##### **Adaptation pour l'utilisation des budgets alimentaires**

Dans certains cas, les responsables des services alimentaires ont fait preuve de créativité pour continuer à offrir des repas aux élèves dans le besoin. Certains ont distribué des cartes cadeaux pouvant être utilisées en épicerie. À Verdun, le CSMB a pris une entente avec un organisme pour la production de repas que les familles pouvaient venir chercher une fois par semaine. La CSLBP, quant à elle, avait une entente avec un traiteur privé pour produire et livrer des repas aux familles à domicile, une solution qui a coûté cher mais qui a assuré une continuité au soutien alimentaire pendant le mois de juin 2020.

Dans l'absence d'une ligne directrice de la part du Ministère de l'Éducation permettant plus de flexibilité dans l'utilisation des budgets alimentaires, certains CS ont conclu qu'il n'était pas possible d'utiliser ces budgets pour assurer une continuité dans ces services.

##### **Partage et protection des données**

Dans certains CS, les directions des écoles ont été chargées de fournir les listes des familles qui avaient besoin d'aide alimentaire. Ces listes ont été partagées avec des partenaires externes, avec la signature d'ententes de confidentialité ou des contrats contenant des clauses à ce sujet. La CSMB a demandé un avis juridique avant de partager les données, chose qui pourrait être utile pour d'autres.

##### **Défi géographique**

Pour plusieurs CS, les enfants habitent des territoires assez vastes, et viennent à l'école en autobus. Quand les enfants habitent loin des écoles et ne sont pas concentrés sur un plus petit territoire, un point de chute d'aide alimentaire proche de l'école est difficile d'accès.

##### **Directive ministérielle**

Le Ministre de l'Éducation a annoncé que les CS doivent se doter d'un plan pour continuer l'aide alimentaire en cas de fermeture. Cela dit, aucun critère n'a été communiqué aux

responsables des services alimentaires au moment des consultations en lien avec ce plan de préparation.

## **PRIORITÉS D'ACTION : MILIEU SCOLAIRE**

**Direction régionale de santé publique de Montréal :** Émettre des consignes aux CS pour permettre et encadrer l'utilisation des cuisines en cas de fermeture d'écoles. Cela permettra aux CS d'intégrer ces espaces de production dans le plan de contingence pour la continuité de l'aide alimentaire.

**Ministère de l'Éducation et de l'enseignement supérieur :** Élaborer des critères quant à un plan de contingence afin d'assurer la continuité du soutien alimentaire, tout en permettant aux CS une flexibilité dans l'utilisation des budgets alimentaires.

## **d) SPÉCIFICITÉS DES QUARTIERS MONTRÉLAIS**

Les quartiers montréalais se distinguent les uns des autres grâce à un bon nombre de facteurs. Dans le contexte de l'élaboration de ce plan, de nombreux éléments ont été perçus comme nécessitant une analyse plus fine, qui devrait se faire en collaboration avec les acteurs des quartiers concernés. Ici, nous nous contenterons de nommer et décrire les facteurs à prendre en considération pour quiconque souhaite mieux comprendre la réalité des populations et groupes sur le terrain.

### **Facteurs à analyser**

Profil démographique :

- Taux de défavorisation matérielle de la population
- Présence et proportion des populations vulnérables (personnes vivants seules, familles monoparentales, femmes, personnes racisées, personnes avec limitation fonctionnelle)
- Personnes âgées

Situation socio-sanitaire :

- Nombre de cas de COVID-19
- Prévalence des maladies chroniques
- Caractéristiques de la consommation alimentaire (surconsommation de malbouffe, carence dans la consommation de fruits et légumes)

Ressources alimentaires existantes :

- Existence ou pas des déserts alimentaires
- Nombre de points de service pour l'aide alimentaire, ainsi que les particularités de ces services (la clientèle desservie, type de service offert, heures d'ouverture, etc.)
- Freins à l'accès : distances géographiques, endroits mal desservis par le transport en commun, etc.

Gouvernance alimentaire locale :

- Existence d'une instance de concertation en alimentation avant la COVID-19

- Configuration et composition des cellules de crise, qu'elles soient des crises communautaires ou alimentaires, en lien avec le CIUSSS ou l'arrondissement, le rôle de la Table de quartier, etc.

La plupart des données quantitatives sont déjà disponibles et pourront être analysées par quartier. L'obtention des données qualitatives demande un plus grand investissement de temps et idéalement la participation des populations et organismes de quartier.

En annexe, nous avons compilé quelques fiches de quartier en lien avec les données qualitatives recueillies au cours de l'élaboration de ce plan. Ces fiches sont présentées à titre d'exemple et pourraient être bonifiées par les acteurs de chaque quartier.

## RECOMMANDATIONS POUR LA CELLULE RÉGIONALE

### a) MANDAT, STRUCTURE ET COMPOSITION

- Assumer un mandat de coordination  
Il n'y a aucune autre instance qui peut jouer ce rôle crucial. On ne parle pas d'une chaîne de commande au sens pur, mais plutôt du leadership pour établir des priorités, assurer des suivis et orienter les ressources.
- Affirmer le leadership municipal  
La Ville de Montréal a la légitimité et les capacités plus que n'importe quelle autre organisation pour jouer le rôle de coordination de la cellule. La DRSP a aussi un rôle de soutien transversal à jouer pour rappeler les consignes sanitaires, partager les données et soutenir la collaboration entre les organismes communautaires et le milieu scolaire.
- Élargir la composition  
Inclure davantage d'acteurs, en particulier ceux qui sont structurants pour les opérations du réseau d'aide alimentaire et les représentants du milieu scolaire. En conséquence, les rencontres auraient lieu à une fréquence moindre, pour permettre la participation des décideurs de ces organismes.
- Équipe tactique  
Regrouper les participants dans trois groupes en lien avec leurs expertises en financement, communication et logistique & arrimages. Identifier un « lead » pour chaque groupe qui travaillerait en étroite collaboration avec la Ville et la DRSP pour l'avancement des actions prioritaires.

### A) COMMUNICATIONS

#### Préparation

- Construire une base de données pour la diffusion, incluant non seulement les personnes ressources pour chaque cellule, mais l'ensemble des organismes et acteurs du réseau d'aide alimentaire
- Compiler les outils et ressources qui peuvent s'avérer utiles pour les cellules locales et les organismes, notamment les formations du ROCHMUM
- Produire et partager un organigramme du réseau
- Créer des formulaires pour la collecte de données auprès des cellules locales

#### Interventions

- Continuer à diffuser le bulletin d'information
- Fournir des modèles d'outils de communication qui peuvent être modifiés, par exemple des dépliants, des scénarios du contenu pour partage sur les réseaux sociaux
- Sensibiliser le public, les décideurs et les donateurs à l'ampleur du problème de l'insécurité alimentaire
- Compiler les données afin de garder l'annuaire du 211 à jour

## **B) SOUTIEN FINANCIER**

### Préparation

- Sonder l'intérêt des bailleurs de fonds publics et privés pour créer un comité produisant des recommandations pour l'octroi du financement, soit sur un modèle de montage financier ou soit un modèle de recommandations et de sollicitation;
- Poursuivre le partage de données, qui a débuté avec le Portrait des financements, et solliciter la participation de plus d'acteurs (exemple, tous les arrondissements)
- Soutenir les organismes qui souhaitent faire des formations de gestion de crise ou établir des plans de contingence;
- Soutenir les initiatives locales de référencement.

### Interventions

- Partager les opportunités de financement avec le comité des communications afin que les organismes aient tous accès au bulletin d'information;
- Prioriser le soutien des actions permettant de rejoindre les personnes aux prises avec de l'insécurité alimentaire grave, le soutien des actions du comité logistique et arrimages (voir recommandations L&A), et le soutien des actions recommandées pour les acteurs locaux (voir recommandations);
- Favoriser la transparence dans la prise de décision (rendre disponible les critères de sélection);
- Alléger les processus de demande et prolonger les délais pour la reddition de compte.

## **C) LOGISTIQUE ET ARRIMAGES**

### Préparation




- Solliciter la participation des acteurs qui ont un rôle structurant dans le réseau d'aide alimentaire, par exemples : Cantine pour tous, Tablée des chefs, Regroupement Partage, Bouffe-Action Rosemont.
- Inclure les Commissions/Centre de services scolaires;
- Identifier des porteurs potentiels pour un service de mutualisation d'achat de denrées, qui auraient l'expertise nécessaire et qui seraient dédiés à la mise en place du service;
- Identifier des espaces avec les infrastructures nécessaires pour les organismes qui souhaitent déménager;
- Identifier des points de chute alternatifs pour le maintien des services en cas de fermeture des écoles;
- Compiler une liste d'organismes qui peuvent fournir des bénévoles aux organismes d'aide alimentaire, en particulier ceux qui peuvent faire la livraison, et préparer une formation à l'intention des bénévoles au sujet des consignes sanitaires et des bonnes pratiques.
- Établir des partenariats avec les Centres d'action bénévole.

### Interventions

- Soutenir le démarrage du service de mutualisation d'achat;
- Soutenir le déploiement de la plateforme web de repas livrés à domicile de la Cantine ou d'autres projets semblables;

- Soutenir l'optimisation des services de transport, notamment des camions réfrigérés;
- Tenir à jour un « portrait » des capacités des acteurs régionaux (qui est en mesure de fournir quel service, sur quel territoire);
- Faciliter l'intégration de tout nouvel acteur ou ressource qui se présente dans le réseau, faciliter l'arrimage avec les autres acteurs déjà actifs, en priorisant les zones ou les populations peu desservies;
- Identifier des obstacles logistiques auxquels les organismes font face qui peuvent être partagés avec la cellule et le comité de soutien au financement; ainsi que des solutions et ressources qui peuvent être partagées avec le comité des communications;
- Coordonner des équipes de bénévoles dans le but d'alléger la tâche pour les organismes; utiliser des ressources externes pour la mobilisation et la formation des bénévoles qui peuvent prêter main-forte aux organismes.

# Cellule régionale sur l'aide alimentaire d'urgence

COORDINATION	ÉQUIPES TACTIQUES	GROUPES	ACTIONS PRIORITAIRES
Ville (SDIS) DRSP	Centraide – à confirmer	<b>Financement</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PSOC</li> <li>• Autres bailleurs de fonds d'urgence</li> </ul>	 <ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire une liste des opportunités de financement qui seront disponibles pour les intervenants sur le terrain (partager la liste avec le groupe communications);</li> <li>• Établir des priorités pour l'octroi des fonds en fonction : des besoins en logistique et arrimages; des projets d'intervention auprès des personnes isolées;</li> <li>• Partager les bonnes pratiques pour alléger les processus de demande de financement et de reddition de compte.</li> </ul>
	CSAM	<b>Communications</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 211</li> <li>• CMTQ</li> <li>• Pôle Dawson</li> </ul>	 <ul style="list-style-type: none"> <li>• Consolider des bases de données pour la diffusion du bulletin de la cellule régionale;</li> <li>• Faciliter la mise à jour du 211 via des outils de collecte standardisés;</li> <li>• Identifier et colliger les informations et outils à partager via le bulletin.</li> </ul>
	À confirmer	<b>Logistiques et arrimages</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Moisson Montréal</li> <li>• Club de Petits déjeuners</li> <li>• Cantine pour tous</li> <li>• Tablee des chefs</li> </ul>	 <ul style="list-style-type: none"> <li>• Solliciter la participation des acteurs ayant un rôle structurant au niveau régional pour participer à la cellule de crise;</li> <li>• Cibler des grossistes/distributeurs pour organiser des achats groupés (Coop William, Hector Larrivée, Commerce solidaire, etc.).</li> </ul>

## ACTIONS PRIORITAIRES POUR LA CELLULE

- Identifier des espaces disponibles pour la distribution alimentaire, en particulier en cas de fermeture d'école;
- Interpeller les centres de services scolaires, commissions scolaires et le MEQ afin de connaître et soutenir les plans de contingence pour assurer la continuité des mesures alimentaires;
- Identifier des sources potentielles de bénévoles et offrir un soutien pour leur formation et leur déploiement;
- Sensibiliser les décideurs et le public sur l'ampleur du problème de l'insécurité alimentaire.

## RECOMMANDATIONS POUR LES ACTEURS LOCAUX

### **STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DES CELLULES LOCALES**

#### Préparation

- Valider qui (organisme ou individu) porte la coordination de la cellule, et dédier des ressources à la coordination;
- Faire un bilan de la mise en place de la cellule locale depuis le début de la crise;
- Revoir la composition et valider le maintien des rencontres avec les organismes et personnes-ressources des CIUSSS, arrondissements, etc.;
- Établir le contact avec les directions des écoles.

#### Intervention

- Établir et actualiser des lignes de communication claires entre les diverses instances de concertation : cellule communautaire, cellule alimentaire, Tables de quartier, autres concertations en alimentation, organismes structurants en aide alimentaire dans le quartier (exemple, centres d'alimentation communautaires);
- Tenir à jour un portrait (fichier Excel) des organismes d'aide alimentaire et les services offerts;
- Créer un espace en ligne accessible à tous les organismes avec l'ensemble des fiches d'informations et ressources d'approvisionnement/livraison;
- Identifier des espaces pour les points de chute ou des locaux permanents pour les organismes locaux assurant des services de distribution alimentaires.

### **ORGANISMES D'AIDE ALIMENTAIRE**

#### Préparation

- Faire un plan de contingence et suivre les formations du Regroupement des organismes humanitaires et communautaires pour les mesures d'urgence à Montréal (ROHCMUM);
- Établir des partenariats avec le réseau de santé pour le référencement des personnes dans le besoin;
- Se prévaloir des opportunités de partage entre quartiers et entre organismes pour s'inspirer des pratiques innovatrices ainsi que des outils de travail déjà développés.

#### Intervention

- Maintenir des pratiques soucieuses de la dignité des personnes et s'assurer d'en faire la promotion auprès des partenaires impliqués dans les initiatives d'aide alimentaire.



# ANNEXE 1. SURVOL DE LA COLLECTE D'INFORMATIONS AU SUJET DES EXPÉRIENCES VÉCUES PAR LES INSTANCES DE COORDINATION LOCALES EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

## ST-LÉONARD

1514 cas cumulatifs de COVID en date du 8 octobre 2020 ([santemontréal.qc.ca](http://santemontréal.qc.ca))

1 personne sur 10 en attente de sa citoyenneté canadienne ([Montréal, 2014](#))

1 tiers de la population est associé à une minorité visible ([Montréal, 2014](#))

Enfants de moins de 6 ans à faible revenu : 30,3%, vs 22,8% sur l'île de Montréal ([Centraide, 2016](#))

Langues secondes : 5% de la population ne parle ni l'anglais ni le français ([Montréal, 2014](#))

### Coordination

Plusieurs cellules de crise ont été mises sur pied à St-Léonard : une cellule générale, une cellule jeunesse, une cellule aînée, une cellule communication, une cellule financement et une cellule alimentation.

Fanny Bertrand-Giroux, conseillère en développement communautaire à l'arrondissement de St-Léonard a assuré la coordination de la cellule de crise locale en alimentation. Cette dernière a été mise sur pied afin d'arrimer les efforts des partenaires institutionnels, philanthropiques et communautaires.

### Outils

Un dossier Drive partagé entre les partenaires locaux est créé vers le 20 mars : il comprend entre autres une liste des organismes en sécurité alimentaire et un tableau des bénévoles (disponibilités et besoins des organismes). Plusieurs listes y sont partagées : ressources locales en sécurité alimentaire, épiceries avec commande et livraison, services de cuisine halal, besoins financiers hebdomadaires ventilés par activité pour chaque organisation, etc.

### Enjeux

#### Travail de concertation et ressources locales

- **Manque de ressource permanente** pour chapeauter la concertation locale
- **Manque d'appui à la ressource au CIUSSS** : la personne a fini par quitter son poste, en témoignant de la difficulté à être sollicitée dans l'ensemble des cellules, mais ne pas avoir quelqu'un à qui se référer.
- **Organisations vieillissantes** : Plusieurs acteurs communautaires étaient peu présents dans les réunions en ligne.
- **Mobilisation des jeunes** : Difficultés d'arrimage entre la cellule jeunesse et la cellule alimentaire.
- **Coordination des bénévoles** : assurée par l'arrondissement pendant la crise. Non reprise par les organisations locales.

- **Implication du milieu scolaire** : Peu de présence du milieu scolaire dans les cellules de crise.
- **Arrimages avec le secteur économique** : Aurait aimé faire preuve de plus de proactivité afin de mobiliser le secteur privé et le secteur économique en général.
- **Base de données commune des clientèles utilisatrices** : difficultés à s'assurer que les personnes qui reçoivent l'aide sont des léonardois qui ont effectivement besoin d'aide. Plusieurs bénéficiaires provenaient des quartiers adjacents : St-Michel et Montréal-Nord.

### Financement

- **Statistiques des programmes de financement** : Évolution socio-démographique rapide avec une forte affluence de nouveaux arrivants mettant une grande pression afin de développer de nouveaux services communautaires pour répondre à la demande.
- **Numéro de charité** : certaines organisations assurant de l'aide alimentaires n'ont pas de numéro de charité.
- **Travail de concertation** : Ont éprouvé des difficultés pour faire des demandes de financement par organismes ainsi qu'à arrimer les besoins des organisations et présenter des projets communs. Volonté d'avoir un camion mutualisé.

### Approvisionnement en denrées et logistique

- **Denrées en vrac** : difficulté à diviser les denrées en vrac données par Moisson (sac de farine de 20g, Conserves géantes, etc.)
- **Chaîne de froid** : Manque d'espace de stockage pour la congélation.

### Bons coups

- Une organisation communautaire a eu accès à une Communauto pour la période du Ramadan.
- Un grossiste local a fait des dons de denrées de base en quantités substantielles. Les collectes et les distributions auprès des organismes communautaires ont été assurées par l'arrondissement.

### Recommandations

- Un **système informatique commun des abonnements** permettrait d'éviter des doublons de services d'aide alimentaire et permettrait d'avoir un portrait plus global en matière de clientèle, provenance, profil etc. tout en respectant une meilleure confidentialité dans l'usage et le partage des données. Ceci permettrait aussi de mieux baliser l'adhésion des membres et s'assurer de desservir principalement la clientèle léonardoise.
- Une **ressource humaine pour piloter cette concertation** en sécurité alimentaire serait nécessaire. Durant la pandémie c'est une ressource en milieu favorable aux saines habitudes de vie de la DRSP qui a piloté temporairement ses suivis.
- Renforcer la capacité des équipes des banques alimentaires à **s'informatiser**

# LE SUD-OUEST

1300 cas cumulatifs de COVID en date du 8 octobre 2020 ([santemontréal.qc.ca](http://santemontréal.qc.ca))

1 résident sur deux est issu directement ou indirectement de l'immigration ([Montréal, 2018](#))

10% de la population n'avait pas reçu sa citoyenneté canadienne en 2016 ([Montréal, 2018](#))

23,3% de la population sont dans une situation de faible revenu ([Montréal, 2018](#))

## Coordination

Camille Rivest de la Table de quartier du Sud de l'Ouest de l'île a assuré la coordination de la cellule locale. La ressource de la TDQ qui était attribuée à un projet financé par la mesure 1.2 et 13.1 a été attribuée momentanément à la coordination de la cellule d'urgence.

Les réunions de la cellule locale en aide alimentaire étaient structurées en 3 étapes afin d'être rapides et efficaces : 1. Besoins des organismes; 2. Besoins de la population; 3. Solutions collectives et opportunités de collaboration.

Un travail de suivi auprès des commissions scolaire pour la mesure alimentaire a été réalisé à travers la cellule de crise du CIUSSS.

## Outils

- Une mosaïque visuelle a été produite afin d'exposer l'ensemble des bons coups de la TQSOI.
- Un Slack pour les membres de la cellule, afin de faciliter les communications, animé par la coordinatrice de la cellule.
- [Un tableau de suivi](#) des besoins de la population, des besoins des organisations locales et des opportunités de collaboration
- [Tableau d'information et partage d'outils](#) entre les organisations locales

## Enjeux

- **Table de quartier Nord-Ouest de l'île en latence** depuis deux ans (perte de financement pour mauvaise gestion). Plusieurs citoyens et organismes de ce secteur se réfèrent maintenant à la TQSOI.
- **Référencement** : Un organisme local, le Centre de ressources communautaires, font le travail de référencement tel que réalisé par le 211, mais localement. Une coordination serait à établir entre le CRC et le 211, tant pour la mise à jour des données que pour les données statistiques des besoins de la population.

## Bons coups

- **Plus de coopération locale** : Avant la COVID, les 3 banques alimentaires principales n'étaient pas sur le comité sécurité alimentaire. La crise a permis de rassembler les acteurs en SA et même d'autres initiatives satellites.

- **Financement d'infrastructures pour la chaîne de froid et l'entreposage** des denrées par Centraide : renforcement des capacités des 3 banques alimentaires selon

les besoins de chacune (frigos vitrés, étagères, agrandissement de la chambre froide, etc.).

- **Adaptation et flexibilité face à la participation des organisations à la cellule :**

Lorsque les représentants de certaines organisations n'étaient pas disponibles pour participer aux réunions de la cellule en SA, la coordonnatrice assurait un appel personnalisé et amendait le compte-rendu avec les informations recueillies avant de l'envoyer à l'ensemble des participants.

- Production d'un **superbe outil visuel pour exposer les bons coups** de la Table de quartier. Bel exercice de reconnaissance accompli par le travail de la concertation.

- Production d'un **feuilleton sur comment s'approvisionner en denrées pour deux semaines**, impression par la Ville de Beaconsfield et distribution dans les paniers.

- Trash Talk (Beaconsfield) et Baie-D'Urfé : ONG environnementale qui a revu sa mission pour faire de la livraison d'épicerie. Pour arrimer des organismes ou des municipalités pour coordonner une stratégie pour les livraisons.

- Plusieurs liens entre les fermes locales et les banques alimentaires. Augmentation de la surface de production financée par l'arrondissement. Trois projets issus du West Island Mission: Grow a row, Borrow Your Backyard, Solidarity Garden.

- Collaboration avec des clubs de sport locaux pour accéder à des bénévoles

### **Recommandations**

- Conflit au sein des cellules locales : favoriser des espaces de médiation en dehors des réunions de la cellule.
- Permettre aux coordinations locales d'entrer en contact avec les acteurs régionaux offrant des services afin d'optimiser l'arrimage.

# ST-LAURENT

1548 nombre de cas cumulatifs de COVID ([santémontréal.qc.ca](http://santémontréal.qc.ca))

53% d'immigrants (34% sur l'île de Montréal) ([Centraide, 2016](#))

1 ménage sur 3 consacre plus de 30% de son revenu aux frais de logement ([Montréal, 2018](#))

16% de la population est unilingue anglophone et 5% ne peuvent communiquer ni en français, ni en anglais ([Montréal, 2018](#))

## Coordination

Une cellule d'urgence locale a assuré le suivi au niveau des enjeux d'itinérance, de logement et d'alimentation. Un groupe de travail spécifique aux questions d'aide alimentaire a été mis sur pied le 29 avril. Catherine Cyr, coordonnatrice du système alimentaire de Saint-Laurent pour le Comité des Organismes Sociaux de Saint-Laurent a assuré la coordination de ce groupe de travail.

## Outils

- **Dossier drive** : rassemble toutes les informations pertinentes pour les membres (ex : consignes sanitaires, fermetures, etc.); collige toutes les manchettes hebdo envoyées aux organismes.
- **Nouvelle infolettre pour les citoyens** : normalement les infolettres étaient destinées aux membres, la crise les a poussés à offrir de nouvelles communications aux citoyens.

## Enjeux

- La cellule de coordination en alimentation ne reçoit pas les informations du régional.
- Difficultés vécues avec la plateforme Jebénévole.ca. Les besoins des organismes locaux en matière de bénévoles étaient relayés au centre local de bénévolat par l'intermédiaire de la coordonnatrice de la cellule en alimentation.
- Manque d'accès à des locaux adéquats pour assurer une distribution qui permet la distanciation physique.
- Bizbille entre les organisations qui avaient l'aide alimentaire en tant que mission avant la COVID et les organisations qui se sont mis à répondre à ces besoins suite à la COVID. Chasse-gardée et compétition entre organisations pour le financement.

## Bons coups

- Des terres cultivables ont été valorisées par Vert-cité qui y ont planté des légumes distribués aux banques alimentaires locales, avec livraison par vélos-remorques.

- Projet concerté collaboratif « Sos-dépannage alimentaire » : paniers livrés à domicile aux populations vulnérables référées par les intervenants du CIUSSS et CLSC.

### **Recommandations**

- Connaître les bons coups des autres quartiers et leur expérience de mobilisation